



COMITÉ DE PILOTAGE DES PROJETS DU PORTEFEUILLE « GOUVERNANCE INCLUSIVE »

Compte rendu du Lundi 15 Février 2021
Vidéo conférence ZOOM

I. OUVERTURE DE LA REUNION

La réunion du Comité de Pilotage des Projets du Portefeuille « Gouvernance inclusive » (Projet d'Appui au Cycle électoral du Mali _PACE_ et Projet Décentralisation et gouvernance locale, inclusive et durable), s'est tenue le lundi 15 Février 2021 sous la présidence du Secrétaire Général du Ministère de l'Administration territoriale et de la Décentralisation (MATD), **M. Adama Sissouma** et du Représentant résident Adjoint du PNUD au Mali, M. Alfredo Teixeira.

C'était en présence des représentants des structures membres du Comité (*cf. liste de présence*).

Après les mots introductifs du Secrétaire Général et du Représentant résident Adjoint du PNUD, les travaux se sont déroulés suivant l'ordre du jour ci-après :

- Présentation par projet des réalisations de l'année 2020 et le plan de travail annuel 2021 par les responsables des deux projets ;
- Echanges et discussions.

II. PRÉSENTATIONS DES REALISATIONS DE 2020 DES DEUX PROJETS

➤ Présentations par projet :

Pour le Projet décentralisation :

À l'entame de sa présentation, le DGA de la DGCT a fait un rappel sur :

1. Les objectifs les résultats escomptés :

Le Projet vise à appuyer le Gouvernement dans la réalisation de ses efforts d'approfondissement de la décentralisation déclinés notamment dans son Document Cadre de Politique Nationale de Décentralisation 2015-2024. Il a quatre résultats escomptés à savoir : les capacités institutionnelles de pilotage, de suivi et de coordination de la mise en œuvre de la politique de décentralisation sont renforcées ; les collectivités territoriales, les Organisations de la Société Civile et les citoyens participent conjointement à l'instauration de la bonne gouvernance à tous les niveaux territoriaux ; les capacités de fourniture des services sociaux de base et de maîtrise d'ouvrage des Collectivités territoriales sont améliorées ; les capacités de financement et de gestion financière des collectivités territoriales sont améliorées.

2. Les résultats atteints en 2020 :

Le présentateur a listé les différents résultats de l'année précédente qui sont entre autres :

- La dotation de dix **10** services techniques en kits informatiques ;
- La dotation de la préfecture du cercle de Yorosso en source d'énergie pérenne ;
- La formation de **279** femmes des **93** communes d'intervention dans le domaine du leadership, le processus électoral et la gestion des collectivités territoriales afin de mieux les outiller pour une participation plus efficace au processus électoral et plus de maîtrise de leurs rôles et responsabilités dans le fonctionnement des collectivités territoriales ;
- La formation de **276** acteurs (chef de village, CAFO, et CNJ) dont **34,42%** de femmes de 93 communes, pour renforcer leurs capacités sur la participation dans la gestion des collectivités territoriales ;
- L'appui technique et financier de 10 communes pour la révision de leurs matières imposables en vue d'améliorer leur capacité financière.

Le présentateur a ensuite fait un aperçu général sur le montant des ressources budgétisées pour l'année 2020 avant de faire la présentation du PTA 2021.

3. Situation financière :

Le montant des ressources s'élevait à **358 596 \$**, soit **115 687 \$** de la contribution du Luxembourg et **242 909 \$** de la contribution du PNUD avec une dépense totale de **338 322 \$**, soit un delivery de **94,35 %**.

4. Plan de travail 2021 :

Résultat 1 : Les capacités institutionnelles de pilotage, de suivi et de coordination de la mise en œuvre de la politique de décentralisation sont renforcées.

Produits	Activités	Budget XOF	Budget USD
Produit 1.3. Les cadres de concertation et d'orientation de la Politique de Décentralisation et de Développement local sont fonctionnels au niveau des collectivités territoriales cibles	Former les membres des cadres de concertation cibles à la prévention, la gestion et la résolution des conflits	32 355 660	60 000

Résultat 3 : Les capacités de fourniture des services sociaux de base et de maîtrise d'ouvrage des Collectivités Territoriales sont améliorées

Produit 3.3. Les Collectivités Territoriales mobilisent des ressources financières internes et externes pour réaliser des infrastructures socio-économiques de base qui répondent à la demande des populations et des groupes vulnérables spécifiques	Diffuser sur des radios de proximité des messages de sensibilisation sur la mobilisation des ressources financières	5 000 000	9 352
--	---	-----------	-------

Résultat 4 : Les capacités de financement et de gestion financière des collectivités territoriales sont améliorées

Produit 4.1. : Les Collectivités Territoriales ont amélioré leur capacité de mobilisation des recettes budgétaires propres.	Appuyer la révision de la matière imposables (RMI) des communes	38 087 465	70 629
	Former les élus et agents des communes sur la nouvelle nomenclature budgétaire des collectivités territoriales	25 217 462	46 763

Résultat 5 : Le dispositif de mise en œuvre, de suivi-évaluation et de gestion des connaissances est opérationnel

Produit 5.1: Les organes de mise en œuvre du programme sont mis en place et fonctionnels.	Mettre en œuvre le projet (Gestion)	16 177 830	30 000
Produit 5.2: Les instruments de suivi-évaluation et de gestion des connaissances sont mis en place et opérationnels.	Evaluer le projet (évaluation finale)	3 000 000	5 563
Total		119 838 417	222 227

Pour le Projet PACE :

Résultats par Composante

- appui technique à l'élaboration et à la mise en œuvre du plan opérationnel et logistique des élections législatives à travers la participation et des contributions aux travaux du comité de pilotage des élections.
- appui financier conjoint (PNUD et MINUSMA) au renforcement des capacités des autorités administratives (59 Préfets de cercles et 330 Sous-préfets ; 37 autorités intérimaires de Gao, Tombouctou et Kidal ; 32 membres des collèges transitoires de Taoudéni et Ménaka ; et 60 responsables de la CENI).

- prise en charge de la formation de 34 formateurs électoraux au niveau national chargés des formations sur le terrain ;
- appui financier au recyclage des 2 598 présidents de bureaux de vote du District de Bamako avant le 2^e tour des élections législatives de 2020 ;
- appui financier au renforcement des capacités et au déploiement de 65 informaticiens chargés de la remontée des résultats des élections sur le terrain ;
- appui financier aux opérations de remontée des résultats des Cercles vers Bamako lors des deux tours des élections législatives de 2020 ;
- mise en place d'un centre d'information électorale (prise en charge de la location d'une salle de conférence de « l'Hôtel de l'Amitié" de Bamako pendant 02 mois avec des équipements de base (12 ordinateurs, appareils de sonorisation, micros, deux vidéos projecteurs, deux écrans télé, connexion internet, deux imprimantes multifonctions, fournitures de bureau et consommables) ;
- Prise en charge des différents cadres et agents recrutés pour l'animation dudit centre. Cette salle a connu la visite de plus de 1000 personnes (le Ministre et les responsables du MATD ;
- les responsables du PNUD, de la MINUSMA et d'ONU-femmes, des journalistes, acteurs politiques, électeurs, et responsables d'OSC, certains PTF, etc.) ;
- Appui au MATD pour la conception, la traduction, la production, la diffusion en 11 langues et la ventilation des supports audio-vidéos et imprimés en vue de la mobilisation des électeurs lors des 02 tours des législatives de 2020 et lors des opérations spéciales d'enrôlement de 2020 ;
- contractualisation et déploiement de 15 OSC locales en vue de la sensibilisation et la mobilisation des électeurs sur le terrain lors des législatives et l'enrôlement spécial de 2020 ;
- appui financier à l'organisation de 07 rencontres entre le Ministre de l'Administration Territoriale et de la Décentralisation et les acteurs politiques, les candidats, la société civile, les autorités administratives et électorales, les médias dans chaque chef-lieu de régions en vue de renforcer le dialogue entre acteurs du processus électoral dans le cadre des législatives de 2020 ;
- appui technique et financier au recyclage et au déploiement dans les 703 communes du Mali, de 1400 médiateurs électoraux chargés de la prévention ou/et la mitigation d'éventuelles crises susceptibles de se produire, avant, pendant ou après le jour du scrutin ;
- en collaboration avec ONU-Femmes et la MINUSMA, appui à la mise en place, à l'équipement et à l'animation de 04 *women situation rooms* (cases de veille et de monitoring) dans 04 chefs-lieux de régions pilotes (Bamako, Sikasso, Gao et Mopti) en vue d'une participation politique plus accrue et de qualité de la femme malienne ;
- développement des capacités d'environ 1500 femmes : candidates, défenseurs des droits des femmes, leaders politiques, femmes élues et leaders sociaux en vue de promouvoir la participation politique des femmes et accroître le nombre de femmes élues aux législatives de 2020 ;
- A la faveur de la Loi 052 du 18 décembre 2015 instituant des mesures pour promouvoir le genre dans l'accès aux fonctions nominatives et électives et aux différentes activités de mobilisation des femmes mises en œuvre avec l'appui des Nations unies en 2020, environ 28% de femmes ont été élues députées lors des législatives de 2020 contre 13% en 2013 ;
- En réponse à une requête du gouvernement malien, le PNUD a apporté un appui technique et financier substantiel pour prévenir la propagation du COVID-19 lors des 02 tours des législatives de 2020. Cet appui a permis de :
 - o Élaborer une stratégie de prévention du Covid-19 lors des élections en collaboration avec l'OMS.
 - o Doter chaque bureau de vote (environ 20.000 lors du premier tour) (environ 17.000 lors du 2nd tour) sur l'ensemble du pays, excepté ceux du district de Bamako, d'un kit de lavage des mains pour permettre aux électeurs de se laver les mains avant d'accéder aux bureaux de vote.
 - o Réaliser des actions de communication à travers divers types de supports et de médias en vue de sensibiliser les électeurs sur le strict respect des mesures mises en place pour prévenir la propagation du COVID19 le jour du scrutin (lors des deux tours).
 - o Mobiliser, former et déployer sur le terrain deux cents (200) jeunes volontaires en vue de renforcer la sensibilisation des citoyens autour de la prévention du COVID-19 lors des deux tours.

III. Echanges et discussions :

Après les deux présentations par le conseiller technique du projet PACE et le DGA de la DGCT, les échanges et discussions ont porté sur les deux présentations, notamment :

Sur le projet décentralisation :

L'intégration au PTA du renforcement des capacités des collectivités sur le budget programme ;

La formation des acteurs sur la nouvelle nomenclature budgétaire et comptable des collectivités territoriales ;

Les clarifications sur les contraintes d'ordre général du projet liées au retard de la mise en œuvre de l'accord de la paix, etc.

Sur le projet PACE :

L'implication du ministère des Affaires étrangères (MAE) dans la mise en œuvre des projets afin de faciliter le rapportage annuel l'appui des PTF au pays ;

Les précisions sur les leçons apprises sur le processus électoral afin de les partager avec d'autres partenaires ;

Les indicateurs de performance du projet, etc.

En réponse, le CTP du PACE, le DGA de la DGCT et les Staffs du PNUD ont apporté les clarifications et précisions demandées et le COPIL a recommandé la prise en charge des activités sollicitées par les collectivités dans le cadre du projet décentralisation.

❖ Divers

Aucun point de divers n'a été soulevé à cette occasion.

IV. CLÔTURE DE LA SESSION

Le représentant adjoint du PNUD a félicité le ministère pour la qualité du partenariat avec les PTFs autour du processus électoral et la politique de décentralisation, il a remercié les bailleurs pour leur disponibilité et leur confiance au PNUD pour la gestion des projets.

Quant au Secrétaire Général du Ministère, il a remercié au nom du Ministre et du Gouvernement le PNUD et les bailleurs pour leur appui constant.

La séance démarrée à 15h00 a pris fin à 17h30.

Bamako, le 21 Février 2021

M. Alfredo Teixeira
Représentant Résident Adjoint du PNUD au Mali

DC

STF

Alfredo Teixeira